

**ROQUESTERON DE 1914 A 1945**

**LA SOCIETE VILLAGEOISE**

**Eric TRENTA**

Le canton de Roquestéron se situe à l'Ouest du département des Alpes-Maritimes, dans la vallée de l'Estéron, au sud de l'ancien arrondissement de Puget-Théniers. Son chef-lieu, Roquestéron-Puget a connu une histoire originale. Excroissance du village de Roquestéron-Grasse, il fut séparé de ce dernier aux XVIIIème siècle et XIXème siècles par la frontière sur l'Estéron, et revint à la France en 1860.

Ses communes voisines sont celles de Sigale, Cuébris, Pierrefeu, et Roquestéron-Grasse dans l'arrondissement de Grasse.

L'économie du village à dominante agricole et autarcique, elle connaît une certaine ouverture -oléiculture et tourisme- par le désenclavement routier, mais elle subit aussi l'exode et la "crise" rurale.

L'analyse de la société roqueroise comprend deux aspects : l'étude démographique de la population et sa vie quotidienne, en discernant trois périodes, les deux guerres mondiales et l'entre-deux-guerres.

## LA POPULATION

L'étude d'une population de faible importance reste délicate à traiter ; le moindre fait démographique (naissance, décès) peut modifier une ligne directrice, néanmoins, il est possible de définir une évolution générale. Celle-ci ne prend véritablement de sens qu'à la mise en parallèle avec les villages voisins et ceux du canton.

L'examen se divise en deux perspectives : l'évolution et la répartition démographique de la population ; le comportement de celle-ci.

Il faut d'abord établir l'évolution du nombre d'habitants, puis leur répartition par sexe, par âge, en mentionnant la présence d'immigrés étrangers.

La population roqueroise commence à décliner dès la seconde moitié du XIXème siècle, au cours des années 1870, elle perd 26 % de ses effectifs entre 1872 et 1901.

La première décennie de notre siècle voit une hausse de la population : le taux d'évolution entre 1901 et 1911 est de 1,2 %.

En 1911, la population municipale atteint 410 habitants. Comme partout ailleurs, les conséquences démographiques de la guerre sont visibles : en 1921, la population est passée à 314 personnes, soit une perte de 23 %, la plus forte de tout le canton (1). Suivant la tendance de tout l'arrière-pays, le nombre de Roquerois continue de baisser : 284 habitants au 1er avril 1926.

La chute démographique semble se stabiliser au début des années trente avec, en 1931, 281 habitants. En vingt ans, la commune a donc perdu 31,5 % de ses effectifs (2).

Le recensement de 1936 montre une rupture du déclin démographique. La population en effet s'accroît de 16 % (326 habitants (2)). Ce phénomène, visible dans de nombreuses communes rurales du département, l'est aussi dans le canton où quatre autres villages voient leurs effectifs augmenter, en proportion moindre toutefois.

Si l'absence de dénombrement ne permet pas une vue précise sur la population pendant la guerre de 1939-1945, tous les témoignages s'accordent pour dire que le nombre d'habitants a considérablement augmenté durant cette période (3).

En 1946, la population passera à 263 habitants, pour atteindre en 1954 et 1962 son plus bas niveau du siècle avec 221 habitants.

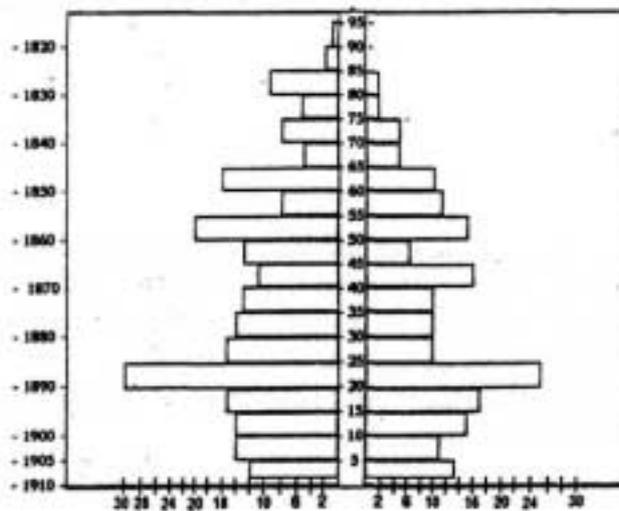
Il faut ajouter à cette vue d'ensemble de la population, l'analyse de sa composition par sexe et par âge.

Avant la Grande Guerre, le sexe ratio, suivant la tendance du département, est à la faveur du

sexe masculin (55,3 % de la population en 1911). La recherche d'un emploi sur le littoral par les femmes joue certainement en faveur de cela. Malgré les morts du conflit mondial et surtout le départ d'anciens combattants vers la côte, la population masculine représente encore 52,4 % de la population totale en 1921 et 1926. Mais elle n'est plus que de 51,2 % en 1931, et 51,8 % en 1936. Les raisons en sont diverses : départs des employés du tramway, recherche d'une meilleure situation sociale par les jeunes agriculteurs, venue en ville de quelques lycéens...

Ce sont les pyramides des âges qui permettent le mieux l'étude de la répartition des âges.

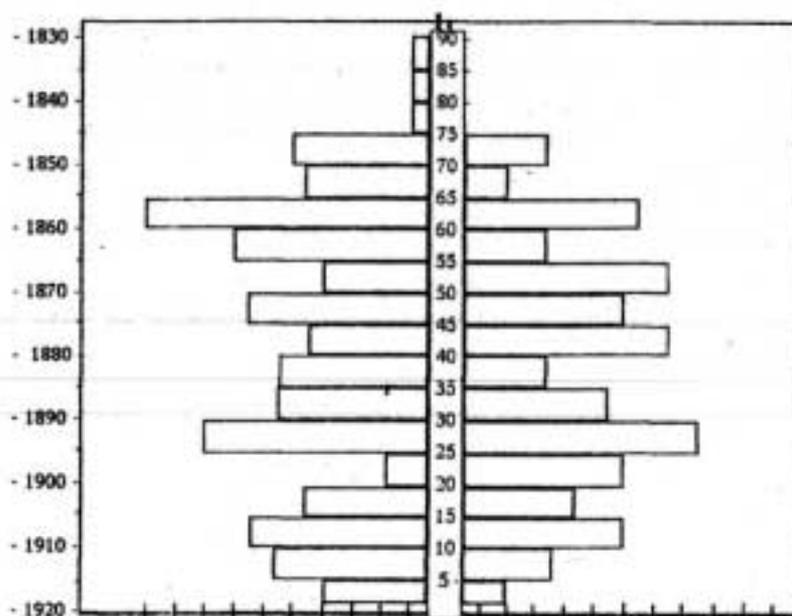
### Pyramide des âges de la population roqueroise -1911



La pyramide des âges de 1911 témoigne de la faiblesse de la natalité et d'un vieillissement de la population. Si les forces vives de la commune restent les plus représentées (les 20 ans - 40 ans représentent 31 % de la population, les 20 ans-60 ans, plus de la moitié), le renouvellement des générations paraît compromis (27 % de la population a moins de vingt ans). La durée de vie semble être plus favorisée pour les "solides montagnards" que pour leurs compagnes, les progrès de l'hygiène et de la médecine n'ayant encore que peu d'effets.

Quant à l'anomalie des colonnes des 20 ans-25 ans, elle témoigne de la forte natalité des années 1885-1890 (54 naissances durant ces années). Elles ont la particularité surtout de se trouver entre deux mouvements (exode rural et ses classes creuses).

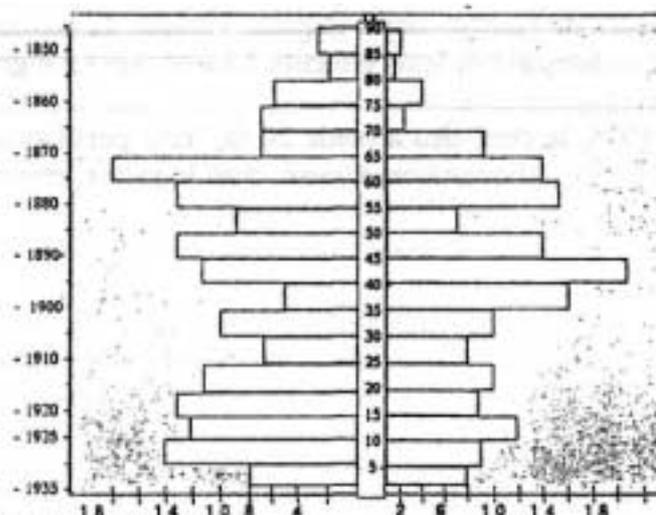
### Pyramide des âges de la population roqueroise -1921



La comparaison avec la pyramide des âges de 1921 montre que dans l'ensemble, toutes les classes d'âges sont touchées. Les restrictions de la guerre semblent avoir affecté la durée de vie. Malgré cela, le vieillissement de la population et le départ des actifs augmentent le nombre des plus de 60 ans : 21 % contre 17 % en 1911.

Si les forces vives restent au même niveau qu'avant-guerre (56 %), les 40 ans-60 ans sont à présent majoritaires (29 % contre 25 % en 1911). Le vieillissement de la population apparaît donc inéluctable, d'autant plus que la base étroite de la pyramide est éloquente : le déficit des naissances ramène la population des moins de 20 ans à 23 % (surtout en ce qui concerne le sexe féminin, qui passe de 31 % en 1911 à 20,5 %).

### Pyramide des âges de la population roqueroise - 1936



Source : A.D.A.M. 6M 15734 recensements.

Le vieillissement est bien visible sur la pyramide des âges de 1936. Celui-ci touche davantage les femmes (20 % ont plus de 60 ans, contre 16 % en 1921). Le nombre d'hommes de plus de 60 ans reste stable (25 %). Les 40 ans-60 ans représentent à présent 31 % de la population, les 20 ans-40 ans plus que 21 96. Si les hommes sont majoritaires, les forces vives sont avant tout féminines : 53 % des 20 ans-60 ans sont des femmes. Répercussions de 1914-1918 et de l'exode rural.

Un décalage apparaît sur la pyramide : l'âge de 35 ans semble marquer une coupure. Pour les 15 ans-35 ans, les éléments féminins sont en nombre bien inférieur aux masculins (27 femmes contre 41 hommes).

Après 35 ans, la tendance s'inverse : les femmes sont deux fois plus nombreuses (54 femmes) qu'avant, et ont des effectifs supérieurs aux hommes (38 hommes).

Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, deux familles italiennes se sont installées sur la commune, au hameau du Ranc.

En 1911, neuf Italiens y habitent. Après la Grande Guerre, leur nombre va augmenter : ils sont 12 en 1926 (sept Italiens au Ranc et cinq au chef-lieu). En 1931, leur nombre passe à 15 (dont 8 au village). En cinq ans, leur effectif double : 15 transalpins habitent le village, et 16 aux écarts en 1936.

Leur venue est donc une des principales causes du redressement démographique des années trente. Leur proportion par rapport à la population communale augmente sans cesse : de 2,2 % de la population totale en 1911, ils passent à 5,8 % en 1931 et à 9,8 % en 1936.

Leur implantation évolue aussi : confinés aux écarts avant la Première Guerre Mondiale, ils s'installent peu à peu au chef-lieu, où ils reprennent des maisons abandonnées.

Beaucoup viennent chercher une terre peu productive, mais plus toutefois que celle de leur Piémont natal.

D'autres sont attirés par l'économie forestière : bûcherons saisonniers de la scierie du Ranc, fabriquant de charbon de bois, bûcherons indépendants. Un transalpin a fui son pays en raison de son antifascisme : le communiste Antonio Gatti a connu l'huile de ricin des chemises noires, son frère fut assassiné.

D'autres sont plutôt favorables au régime mussolinien. Il n'y eut cependant pas de heurt. Tous ne demandent qu'à travailler. Aussi leur intégration n'a-t-elle pas posé de grandes difficultés (5). Il n'en était pas de même avec les immigrés espagnols travaillant à la scierie.

Après l'hémorragie démographique consécutive à la Guerre de 1914-1918, le peuplement semble se stabiliser à la fin des années vingt. Pour une grande part, cela est commun aux autres villages de l'arrière-pays. Certains villages du canton, dont le chef-lieu, connaissent même un accroissement de leurs effectifs. Le retour des émigrés ruraux de la côte, la venue de transalpins expliquent cela.

Entre 1911 et 1936, le chef-lieu a perdu 20 % de sa population, soit moins que la moyenne cantonale (28 %) (6). Roquestéron-Grasse, dans le même temps, en a perdu plus de la moitié.

L'évolution de la natalité à Roquestéron, dans ses grandes lignes, correspond à la tendance générale de l'arrière-pays.

Le fort taux de natalité qu'a connu Roquestéron au XIX<sup>ème</sup> siècle (taux de natalité moyen : 50 pour mille) commence à chuter dès la fin du siècle. Il n'est plus que de 16 pour mille au cours des années 1909-1913, avec de grands écarts entre les années : dix naissances en 1909, trois en 1911, huit en 1913.

La mobilisation des jeunes gens en 1914 et les rigueurs de cinq années de guerre vont faire chuter la natalité : le taux moyen est de 6 pour mille.

Entraînée par la démobilisation et une forte nuptialité, la natalité au sortir de la guerre connaît un redémarrage : aucune naissance en 1919 mais 12 dans les deux années qui suivent. La poussée de la natalité se poursuit jusqu'en 1927 (cinq naissances annuelles). Le taux de natalité durant cette période (16,6 pour mille) dépasse même celui d'avant-guerre (15,3 pour mille en 1906-1913). Il en est de même pour le taux de fécondité (84 pour mille en 1921).

A partir de 1928 et durant toutes les années trente, la natalité est en baisse, mis à part 1930 (six naissances) et 1935 (cinq naissances). Le taux de fécondité de la décennie 1928-1938 ne dépasse pas les 50 pour mille.

L'accroissement de la population municipale dans la seconde moitié des années 1930 ne joue aucunement sur la natalité : trois naissances entre 1936 et 1939.

Cette tendance se poursuit pendant la Seconde Guerre Mondiale, pour laquelle il est difficile d'établir un taux de natalité. Le fait marquant est l'année 1944 qui voit son total de naissances porté à sept enfants, dont quatre ont été conçus en 1943. La lueur d'une victoire prochaine a davantage motivé la procréation que la Libération, où de nombreux jeunes gens ont été enrôlés dans les Forces Françaises Libres (aucune conception dans la seconde moitié de 1944).

Ainsi se dessine l'évolution de la natalité : chute de la natalité pendant la Première Guerre Mondiale, remontée jusqu'en 1927 puis diminution jusqu'en 1944. Dans ces 98 naissances entre 1914 et 1945 (7), les taux de masculinité et de féminité s'équilibrent : 51 naissances masculines pour 47 féminines.

Mars est le mois où l'on naît le plus (14 naissances) suivi par janvier. Les mois où la conception est la plus forte sont juillet-août-septembre à la différence des mois d'automne et d'hiver (octobre-décembre-février).

Un autre fait notable est l'évolution de la moyenne d'âge des parents. Du côté paternel, la moyenne d'âge augmente de 11 ans entre 1920 et 1939 : 34 ans en 1920-1923, 38 ans en 1924-1934, elle passe à 45 ans en 1935-1939, puis baisse à 37 ans. Du côté maternel, elle est de 27 ans en 1920-1923, 30 ans en 1924-1934, 35 ans en 1935-1939.

Ces écarts se retrouvent dans l'analyse des mariages. Avant 1914, le nombre de mariages évolue selon les années : aucun en 1911, quatre en 1912, un en 1913.

L'immédiat après-guerre voit une forte poussée de la nuptialité : le taux de nuptialité des années 1919-1923 est de 10 pour mille (deux fois supérieur à celui de l'avant-guerre. (8)

Après 1925, le taux de nuptialité chute : de 5,5 pour mille dans les années 1924-1928, il passe à 0,5 pour mille en 1929-1933, un chiffre inférieur à celui de 1914-1918. De 1928 à 1934, un seul mariage est célébré (en 1930).

Une faible remontée de ta nuptialité a lieu dans les années précédant la Seconde Guerre Mondiale (le taux de nuptialité des années 1934-1938 est de 2 pour mille).

Six mariages ont lieu de 1939 à 1945, dont trois sous l'Occupation. D'après la population de 1936, le taux de nuptialité serait alors de 2,5 pour mille, mais il faut diviser ce chiffre par deux si l'on tient compte de la population probable.

La chute du nombre de mariages est donc nette : 33 mariages dans la première décennie du siècle, 13 en 1910-1920, vingt mariages dans les années vingt, cinq dans les années trente, autant en 1939-1945.

Les hommes se marient en moyenne à l'âge de 29 ans. La moyenne d'âge des femmes au moment du mariage est de 24 ans. L'écart d'âge entre les époux a diminué par rapport au siècle dernier, et même au début du siècle.

La plus grande différence d'âge relevée est de 19 ans, 38 % des mariées sont mineures le jour du mariage, et seulement six femmes sont plus âgées que leur époux.

Les mariages se célèbrent avant tout du printemps au mois de juillet, et après les travaux des champs, au mois d'octobre. Les mois de novembre, décembre, janvier sont délaissés pour la célébration.

Seul 30 % des mariés sont originaires de Roquestéron (et Roquestéron-Grasse). Des 26 hommes mariés étrangers à la commune, trois sont originaires du canton, cinq d'un canton voisin, dix sont étrangers au département (quatre Italiens, quelques gendarmes). La tendance est inversée pour les femmes.

Seulement cinq couples sont originaires du village; Le plus notable, avec la forte proportion d'hommes étrangers au "pays", est la faiblesse des mariages entre villages voisins, chose courante aux siècles précédents.

Enfin, mentionnons une certaine hausse du nombre de contrats de mariage, encore en faible nombre toutefois (6 contrats pour les 37 mariages de notre période).

Depuis la seconde moitié du XIXème siècle, le vieillissement de la population a entraîné une hausse annuelle du nombre de décès (les années 1893-1895, avec 45 décès, ont été particulièrement néfastes). Le taux de mortalité de 1911 (21,9 pour mille) revient au niveau de 1896 après avoir été en hausse au début du siècle. La moyenne du taux de mortalité pendant la Grande Guerre est même inférieur (16 pour mille). La mortalité baisse au sortir de la guerre (taux de mortalité en 1921 :15,7 pour mille), mais elle s'accroît à partir de juin 1926.

La mortalité dans les années trente est en baisse, le taux de mortalité moyen passant de 20 pour mille (années 1929-1933) à 16,5 pour mille (années 1934-1938) (9)

En chiffre brut, la mortalité s'accroît au cours de la Seconde Guerre Mondiale (48 décès entre 1939 et 1945). Néanmoins, en tenant compte de l'accroissement de la population municipale, il est possible de constater une baisse de la mortalité.

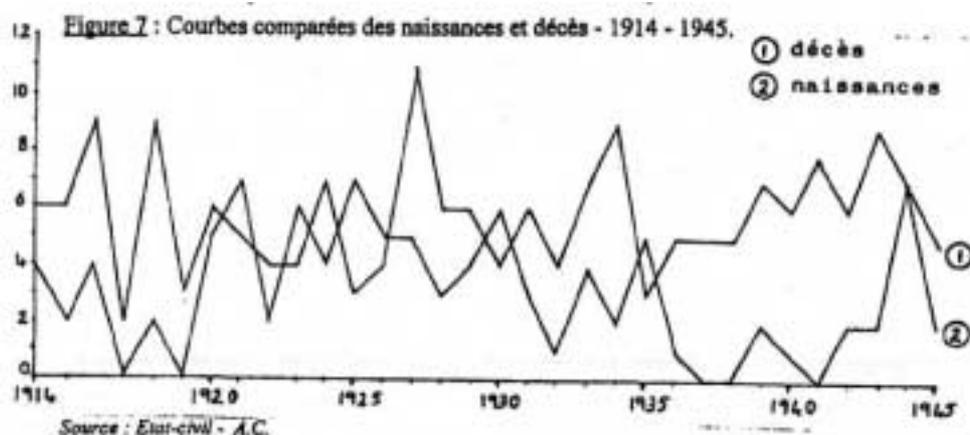
Le nombre de mort-nés et d'enfants décédés avant un an ne cesse de chuter, progrès de la médecine et de l'hygiène aidant : 24 durant la période 1900-1913, 7 de 1914 à 1928, jusqu'en 1945. La mortalité moyenne dans les années trente est de 4,1 pour mille (elle était de 11,3 pour mille au début du siècle).

L'âge moyen des décédés adultes évolue peu : 71 ans pour les hommes, 67 ans pour les femmes.

La première cause de mortalité est évidemment la vieillesse, la "sénilité" due au "ramollissement du cerveau". Les décès des individus de moins de 60 ans sont occasionnés en premier lieu par les affections pulmonaires, "pulmonies" ou tuberculoses, puis par les affections à l'estomac et aux reins (néphrites). La grippe espagnole semble avoir fait au moins deux victimes.

Ainsi se dessine l'évolution du comportement démographique. Plusieurs enseignements sont apportés par la mise en parallèle des courbes de la natalité et de la mortalité.

### Courbes comparées des naissances et décès, 1914-1945



Le solde naturel ne se révèle positif ou nul que pour 7 années. Quatre grandes périodes d'accroissement naturel négatif sont visibles : la période 1914-1920 où les deux courbes gardent un certain parallélisme (le taux d'accroissement naturel moyen de cette période est alors de -10 pour mille) et trois périodes dans l'entre-deux-guerres, en fait une seule période, séparée de deux années. La troisième période qui débute en 1936, est poursuivie par la Seconde Guerre Mondiale, où l'accroissement naturel est le plus négatif. 1941 est l'année où le solde naturel est au plus bas niveau (- 8) de la période étudiée.

La période relativement la plus positive comprend les années 1920 à 1926. Elle est la seule où le taux d'accroissement naturel est positif avec + 1,4 pour mille.

Entre 1914 et 1945, le taux de mortalité moyen (18,7 pour mille) est le double du taux de natalité moyen (9,5 pour mille).

Les différents aspects de la démographie se coordonnent. La baisse de la population et son vieillissement explique la mortalité et la faible natalité et nuptialité. L'influence des guerres, en particulier 1914-1918, a été fondamentale.

## **LA VIE QUOTIDIENNE**

Décrire une société villageoise par l'analyse de sa population ne suffit pas. Il faut aussi se pencher sur la vie quotidienne des habitants. La période étudiée débute par la Première Guerre Mondiale. Celle-ci a influencé indirectement le quotidien des Roquerois. Après la guerre, la vie des habitants évolue peu dans les années vingt et trente.

### **Les répercussions de 1914-1918**

Au début de l'année 1914, la population roqueroise se préoccupe avant tout de la ligne du tramway en construction, du nouveau transport en autobus et bien entendu de sa vie quotidienne. Les almanachs agricoles et les quelques journaux leur donnent une vague idée des crises internationales, affrontement des blocs et guerres balkaniques lointaines.

Le patriotisme, depuis le rattachement, est bien présent. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, tout le village, au propre et au figuré, est tourné vers la France, sur l'autre rive. Dès 1793, les Roquerais se montrent républicains. En 1870, certains font partie de la Garde Nationale, d'autres s'engagent dans la légion garibaldienne.

Nul doute que l'école communale imprime dans l'esprit des jeunes enfants les valeurs de la France et le souvenir de l'Alsace-Lorraine. En raison de ses effectifs, elle n'a pas connu les bataillons scolaires. Néanmoins, les jeunes garçons en connurent l'esprit : en mars 1887, Salamite ancien sous-officier au 58<sup>e</sup> régiment d'artillerie, se propose et est nommé comme "instructeur militaire" à titre gratuit. Il occupera cette fonction durant quelques années.

Les événements de juillet 1914 préoccupent peu. En cette fin d'après-midi du 1<sup>er</sup> août, chacun est occupé à sa tâche lorsque l'affiche de mobilisation générale est apposée sur les murs de bâtiment communal. Au son du tocsin, les cultivateurs reviennent en hâte au village. Le maçon François Alziary, homonyme du maire, abandonne son tas de mortier. Face à la mairie, sur la place, dans les rues, toute la population se réunit par petits groupe pour commenter la nouvelle avec consternation.

Le lendemain matin, une soixantaine de mobilisés se pressent sur les chars à banc devant les amener au pont Charles Albert. Certains promettent de revenir "pour les olives". Lorsque les chars s'ébranlent, la population les suit, tandis que les hommes, semble-t-il, entonnent la Marseillaise. Cette image du départ de tous les hommes valides, pères, maris, frères, a profondément marqué les esprits et constitue le souvenir le plus vivace de cette période.

Les appelés rejoignent leurs unités d'infanterie ou d'artillerie. Certains sont dirigés vers la frontière italienne. Les territoriaux sont placés sur des points stratégiques, en particulier près de Puget-Théniers, au pont d'Entrevaux. D'autres peuvent retourner dans leurs foyers.

Les villageois vivent désormais dans l'attente des nouvelles. En septembre, ils apprennent que François Alziary, réserviste au 31<sup>e</sup> régiment d'infanterie, a été blessé et transporté à l'hôpital temporaire du Régina. Il y succombera quelques jours plus tard, devenant la première victime du village. Son tas de ciment, durci par les ans, sera encore visible 60 ans plus tard, rue des Frédy. Un autre Roquerais de la même unité, Charles Cagnolis, tombe à Beaumont quelques jours après.

La vie continue pour les familles restées au village. Ce sont les personnes âgées, les femmes, les enfants qui désormais exploitent la propriété familiale. Les lettres des soldats sont attendues, les nouvelles du front suivies, malgré la censure. Blessés et permissionnaires viennent quelquefois au village, tandis que d'autres classes sont appelées. Le conseil municipal reprend son activité, limitée à l'essentiel, en novembre 1914.

La terre continue à fournir l'essentiel de l'alimentation. Mais les produits venant de l'extérieur manquent peu à peu. Chaque famille reçoit des cartes d'alimentation. Le sucre disparaît complètement. La farine, produite en quantité insuffisante, doit être amenée de Nice. Le pain rationné est difficilement mangeable, quant il n'a pas, à cause des fûts de transport, un goût de pétrole.

En vue de servir d'intermédiaire, de gérer la production agricole et les terres abandonnées, le conseil municipal crée le 20 février 1916 un comité d'action agricole communal. Dirigé par le maire François Alziary, il sera affilié à la Commission départementale d'alimentation. Le rôle pris par la municipalité et son maire entraîne parfois une polémique avec les habitants, en particulier avec les commerçants. En 1917, une partie des bois communaux est coupée pour fournir selon les besoins en bois de chauffage et charbon.

A l'école, papiers et cahiers manquent aussi. L'enseignement de l'instituteur Bonnétty est marqué par la guerre. Son discours devait être plus amer lorsque son unique fils tomba au champ d'honneur.

L'attente de la fin de la guerre se poursuit dans la crainte. Le nombre de prisonniers s'accroît peu à peu : 2 en 1915, 4 en 1916, 8 en 1918. Les familles envoient, quand cela leur est possible, des colis dans les camps de Palatinat, de Bavière ou de Poméranie. Les villageois découvrent le vrai visage du conflit avec les premiers récits des permissionnaires et des blessés graves revenus définitivement. Le patriotisme néanmoins reste vivace. En 1916, Louis Lions donne un prénom "à la mode" à son fils : Joffre.

Au cours de la guerre, vraisemblablement la dernière année, la commune a accueilli quelques dizaines de Russes. Aucun document n'en garde la trace. Il ne reste que le souvenir d'une vingtaine ou une trentaine de "prisonniers russes", qui ont impressionné la population par leur différence et leur gopak. S'agit-il de marins ou de ces soldats envoyés sur le Front Occidental, et cantonnés après la Révolution d'octobre ? De matelots dont le bâtiment a sombré ? Des Russes demeurant sur la côte (ou des réfugiés slaves) ont pu être envoyés dans l'arrière-pays. Néanmoins, les souvenirs ne font pas état de la présence de femmes ou d'enfants.

Il ne semble pas qu'ils aient demeuré chez l'habitant, mais plutôt dans le vaste bâtiment de la gendarmerie ou dans un modeste camp. En dehors de leur présence, il ne reste que des hypothèses.

L'annonce de l'armistice est vécue dans l'enthousiasme. Elle signifie le retour des soldats et dans une moindre mesure, la fin des privations (bien que les cartes d'alimentation ne disparaissent

pas encore).

Au début de 1919, les "poilus" reviennent peu à peu. Les prisonniers de guerre les suivent.

*En juillet 1919, le conseil municipal affiche le texte suivant à la mairie :*

*"A l'occasion du 4 juillet 1919, le conseil municipal, fidèle interprète de la population de cette commune, adresse au noble peuple américain, à son illustre président M. Wilson et au vaillant général Pershing, commandant la glorieuse armée américaine, l'hommage de son respect, de son admiration et de son éternelle reconnaissance pour la grande part qu'ils ont prise dans la destruction du vieil esprit monarchique guerrier pour faire triompher à la place la Paix, et la justice et la liberté des peuples. " (10)*

Il n'y pas d'autres déclarations patriotiques, comme cela est souvent le cas dans les petites communes. Ceci atteste-t-il de la présence de permissionnaires américains ? Rien ne confirme cette hypothèse.

Les vétérans gardent un profond souvenir de la guerre. A côté de ce bouleversement, ils ont côtoyés un monde totalement différent du leur. Pendant longtemps, la Grande Guerre est leur principal sujet de conversation. La population partage leurs souvenirs de batailles ou de captivité. Les récits pacifiques, tels ceux où les ennemis s'échangeaient des cigarettes, les marquent et leur démontrent l'absurdité du conflit. Aussi, moins que les Allemands, est-ce la guerre qui est exécrée.

De nombreuses familles sont endeuillées par la perte d'un proche. A côté de la dizaine de blessés, 8 enfants de Roquestéron sont morts pour la patrie. A cette liste s'ajoute deux Roquerais d'adoption. Seul François Alziary est enterré au cimetière de la commune.

Pour des raisons budgétaires, la municipalité n'envisage pas comme dans les villages voisins, la création d'un monument aux Morts. Néanmoins, une plaque commémorative est apposée dans l'église. On y ajoute les deux victimes nées à Roquestéron-Grasse.

Ce n'est qu'en 1931 que la population crée un comité pour l'érection d'un monument aux morts de la guerre. Ce monument d'une forme simple, semblable à celui de Pierrefeu, est érigé boulevard Carnot, près de l'église.

Un treizième nom est inscrit : Henri Stutz, chevalier de la Légion d'Honneur, lieutenant de vaisseau à bord du cuirassé "Le Bouvet", le premier bâtiment à avoir sombré au large des Dardanelles, le 18 mars 1915. Il n'a jamais connu Roquestéron. Sa femme s'est retirée au village après la guerre (11).

L'économie du village a peu profité de la guerre, en dehors de l'accroissement du nombre d'oliviers. Les terres, saccagées par les animaux sauvages, n'ont pu que nourrir leurs propriétaires. Néanmoins, les raisons invoquées en 1918 pour le refus d'accueillir des réfugiés (l'absence de nourriture) sont exagérées ; de nombreuses terres demeuraient cultivables.

Enfin la guerre est un facteur de l'exode rural. Anciens combattants mais aussi veuves de guerre ont peu trouver un emploi réservé sur le littoral.

Pour tout cela, 1914-1918 a profondément marqué le Roquestéron de l'entre-deux-guerres.

## **La vie quotidienne dans l'entre-deux-guerres**

Après la guerre, les villageois vont désirer retrouver leurs vies d'avant 1914. L'examen de la vie quotidienne s'axe sur quelques points fondamentaux : la description de l'habitat, la consommation, la médecine et les loisirs.

Le village de Roquestéron est bâti sur la rive gauche de l'Estéron, sur les premières pentes du Mont Long. Il est le seul dans le canton à correspondre à la typologie de village en pied de pente (sa création tardive explique en partie cela). Sa superficie est un peu supérieure à deux hectares. L'habitat regroupé est étiré sur l'axe est-ouest (12).

Le village comporte 130 maisons en 1914. Ce nombre évolue légèrement dans l'entre-deux-

guerres (quelques propriétés en ruine sont rebâties). Quatre-vingt-douze maisons sont habitées en 1921. Leur nombre baisse en 1926 et 1931 (74 maisons habitées), puis remonte en 1936 (85 maisons).

En raison de son histoire, les habitants de Roquestéron ont pu construire des bâtiments bien plus imposants que ceux de Roquestéron-Grasse.

Les bâtisses se composent de trois à quatre étages en moyenne et sont de deux types principaux : la maison paysanne et la maison bourgeoise.

La maison paysanne type comprend des étages différents. Le sous-sol ou le rez-de-chaussée abrite une vaste pièce inhabitée, appelée le plus souvent "écurie". On y dispose le foin et les animaux domestiques (cochon, mulet). Un petit escalier de pierres massives permet d'accéder à l'habitation, située en entresol : salle, cuisine au premier étage, chambres au second. Le dernier étage est un grenier. Souvent, il s'agit d'un grenier-séchoir, ou souleaire : ouvert du côté sud, il permet le séchage et stockage de divers aliments, figues, tomates, champignons, etc.. Roquestéron, Aiglun et Conségudes sont les seuls des Préalpes de Grasse à posséder des souleaires en grand nombre.

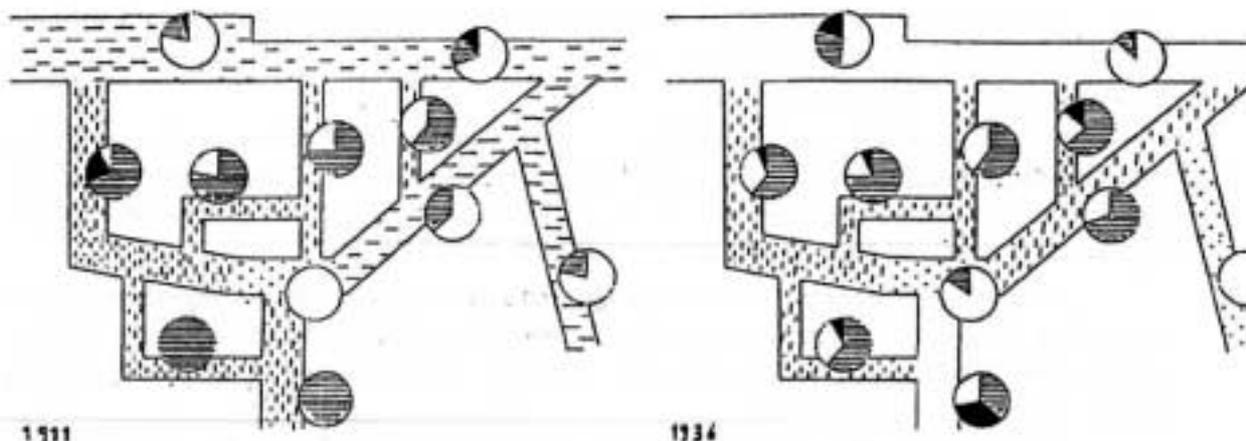
Les murs épais sont un assemblage compact de pierres des champs liées par du mortier. Les pierres de tailles sont utilisées pour les linteaux et l'encadrement des portes et fenêtres.

Les maisons bourgeoises sont en nombre important (13). Elles sont plus imposantes que les maisons paysannes. Les caves y sont rares, l'entresol inexistant. A la différence des autres bâtisses, le rez-de-chaussée est de plain-pied avec la rue. Les portes sont souvent plus travaillées. Un couloir permet d'accéder à un escalier menant aux appartements, tous semblables. Ces immeubles, qui possèdent un grenier ou une terrasse, n'ont pas de façades distinctes. Celles-ci ne laissent pas apparaître la pierre : les murs sont recouverts de chaux ou de crépis. Les peintures en trompe-l'oeil achèvent de donner une symétrie à l'ensemble.

En règle générale, le premier type de bâtiment reste habité par des agriculteurs. Les maisons bourgeoises ont cessé d'être de modestes hôtels particuliers pour devenir un ensemble d'appartements (14).

La population professionnelle ne se répartit pas dans le village façon proportionnelle. Chaque rue possède sa propre sociologie. Ce phénomène est visible jusque dans les années vingt. Peu à peu, les catégories professionnelles diversifient leurs implantations.

## Cartes schématiques de la répartition professionnelle des habitants par rues, 1911 et 1936.



### Légende:

- + de 60%
- [Dotted pattern] : d'agriculteurs
- [Cross-hatched pattern] : d'employés
- [Cross-hatched pattern] : de fonctionnaires et retraités
- [Horizontal lines pattern] : Secteur Primaire
- [Solid black circle] : Secteur Secondaire
- [White circle] : Secteur Tertiaire

Source : A.D.A.M. - 6M 15 743 recensements.

En 1911, les agriculteurs sont en nette majorité dans certaines rues. Leur effectif est bien plus faible au nord et à l'est du village. Les actifs du secteur secondaire se concentrent en deux endroits en 1911 : avenue Garnot et rue de la République.

La conscience villageoise se représente trois classes sociales : celle des humbles, des "petits" (agriculteurs, domestiques...), une classe "moyenne" (petits employés, artisans) et une "supérieure" (fonctionnaires, rentiers, commerçants...). Le village peut alors être en accord avec un modèle précis : un centre "supérieur" où se trouve l'administration (rue de la Mairie), une classe "inférieure" entourée par une classe moyenne.

Un quart de siècle plus tard, ce schéma n'est plus valable. La plupart des rues ont diversifié leurs représentations professionnelles. Les agriculteurs ont progressé dans certains secteurs. L'accroissement du nombre de retraités et d'actifs du tertiaire est bien visible.

La typologie de l'habitat correspond assez bien aux tableaux. Les rues où le secteur primaire est dominant sont composées en majorité de maisons de type "paysan". La place Carnot, la rue de la Mairie comportent pour l'essentiel des maisons bourgeoises.

Ceci explique en grande partie cette répartition : la famille paysanne transmet à ses enfants la maison ancestrale, fonctionnaires et employés préfèrent demeurer en appartement (15).

Le bouleversement perceptible vingt-cinq ans plus tard dénote un changement des

mentalités et de la société. L'agriculteur a beaucoup moins la nécessité de vivre en maison paysanne. De plus, les travailleurs ne subissent plus une certaine "hérédité professionnelle", les barrières sociales sont beaucoup moins présentes. Cette différenciation des classes sociales par l'habitat est relativement peu courante dans l'arrière-pays.

En ce qui concerne la consommation, les fonctionnaires, employés, artisans, reçoivent une rémunération d'appoint de quelques modestes jardins potagers, ils effectuent la totalité de leurs achats chez les commerçants du village, et parfois à Nice même.

Cela est différent pour l'agriculteur. A côté de sa production réservée à sa consommation, il possède quelques apports de numéraire : olives, animaux... Cela lui permet d'acheter ce qu'il ne peut produire. Il s'agit tout d'abord des produits de consommation courante : sel, sucre, café, pain lorsqu'on ne le fabrique pas. L'achat de viande reste assez rare. Oeufs, lapins, poules, produits de la chasse y suppléent.

On se vêt chez le tailleur et le cordonnier. Mis à part l'habit "du dimanche", il s'agit de vêtements grossiers, adaptés au travail quotidien.

Les achats importants sont mûrement réfléchis et entraînent des dettes jusqu'à la prochaine récolte d'olives (équidés, cochons, fusil, bicyclette...).

Si la consommation diffère peu de celle de l'arrière-pays, le niveau de vie des agriculteurs de Roquestéron et de sa région se distingue. Il apparaît très bas. Les habitants n'hésitent pas à parler de "misère". Le conseil municipal en témoigne à plusieurs reprises. Il parle des "malheureuses populations" (16), des "malheureux habitants de cette commune" (17) qui peuvent à peine joindre les deux bouts (18). De nombreuses familles sont considérées comme totalement démunies.

Les causes de cette pauvreté sont liées à l'agriculture : une terre trop ingrate donnant des rendements médiocres ; absence de production spéculative (Roquestéron se trouve entre la zone de l'élevage au nord et la zone de la culture florale au sud), absence de progrès agricoles (outils, engrais...).

Aussi nombreux sont les inscrits à l'assistance médicale gratuite et au bureau de bienfaisance.

Tout cela entraîne un cercle vicieux : absence de profit, absence d'investissement, exode rural qui appauvrit les terres... Plus que des "fâcheuses dispositions à l'égard des méthodes modernes" dont parle Raoul Blanchard (19), c'est sans doute l'absence de numéraire qui empêche la modernisation.

Il faut toutefois nuancer ces affirmations. La plupart des agriculteurs possèdent des biens-fonds, beaucoup peuvent ouvrir un compte de dépôt à la Poste. Le cultivateur reste fataliste et ne prend véritablement conscience de sa pauvreté qu'au contact avec l'extérieur ou avec le recul.

La situation s'améliore au cours des années trente, en particulier du fait de l'émigration qui permet d'évacuer le "trop-plein" de travailleurs.

L'importance du médecin à Roquestéron est d'autant plus accrue que sa circonscription médicale comprend les villages de Cuébris, Sigale, Pierrefeu, Saint-Antonin, Aiglun, Sallagriffon et Roquestéron-Grasse.

A sa fonction s'ajoute celle de pharmacien et éventuellement de vétérinaire. Sa position de notable l'incite à des fonctions municipales, surtout si sa personnalité est bien implantée, comme pour les docteurs Passeron, Brissaud ou Lions.

Les villageois, s'ils ne bénéficient pas de l'Assistance Médicale gratuite, font peu appel au médecin. S'il n'y a plus trace de guérisseur populaire (magou en gavoût), chacun se guérit par lui-même à l'aide de remèdes traditionnels (décoctions, ampoules, révulsifs...). Il suffit d'attendre la fin de la maladie, en demeurant à la chaleur.

Le médecin trop onéreux, n'est appelé que pour un cas extrême, et bien souvent trop tard (20).

Les habitants, sauf les plus démunis, évitent d'aller à l'hôpital. Les vieilles personnes, souvent atteintes de maladies lentes et non traitées, finissent leurs jours assistées par leurs enfants. Lors d'un accouchement, une voisine s'improvise bien souvent sage-femme.

La municipalité montre donc de l'intérêt pour ce sujet. Elle lie à cela la question de la salubrité et de l'hygiène du village, l'insalubrité pouvant être cause de maladie.

Le maire Passeron, médecin cantonal, prend le premier des mesures contre la malpropreté des rues. Celles-ci subissent le passage quotidien des animaux, et accueillent les eaux ménagères stagnantes. Il faut pourtant attendre le réseau d'égout en 1939 pour que cesse ce déversement des eaux usées.

Quant aux ordures ménagères, elles sont récupérées comme fumier ou déposées... sur les berges de l'Estéron.

La vie des ruraux, rythmée par le travail, est ponctuée de moments de loisirs. Ce sont d'une part les moments de détente quotidiens, hebdomadaires, d'autre part des festivités annuelles ou occasionnelles.

La journée de travail débute tôt pour les agriculteurs : le village s'éveille autour de cinq heures du matin. La première collation se prend souvent sur le lieu de travail, à la "bastide" ou sous un olivier. Le labeur se poursuit jusqu'à 20 heures l'hiver, à la tombée de la nuit l'été. Beaucoup de cultivateurs se couchent après le dîner. D'autres prennent quelques moments de détente. Femmes, personnes âgées, quelquefois hommes et enfants se retrouvent chez un particulier l'hiver. On y discute et raconte des histoires, en mangeant figues ou châtaignes. Outre le besoin de convivialité, ces veillées correspondent au souci de s'informer et d'économiser (chacun fournit à tour de rôle lumière et chauffage). L'été les réunions se déroulent dans la rue. Les hommes se réunissent volontiers sur la place, au bar ou au cercle.

Le dimanche est jour de repos, sauf lorsque le travail de la terre ne peut attendre. Le matin à lieu l'office religieux pour certains, l'apéritif ou la partie de pétanque pour d'autres. L'après-midi, un bal a souvent lieu dans les années vingt : l'hôtel Garnier possède un piano mécanique à sous. Les jeunes gens viennent danser dans la salle de l'hôtel ou plus souvent sur la place en contrebas de la place Carnot.

D'autres moments de loisirs, préparés longtemps à l'avance, ont lieu annuellement. Il s'agit de la Noël, Pâques et plus encore des fêtes nationales et patronales. Celles-ci se déroulent au mois de septembre, pour la Saint Matthieu. La journée a lieu la procession liturgique et les "aubades" organisées par la fanfare municipale, "la Roqueroise". Le soir, des musiciens venus de Nice permettent de danser valses, mazurka, etc..

Le bal de Roquestéron est le plus renommé de la vallée. Les habitants des villages voisins y viennent. Cela permet le rapprochement des communautés, et quelquefois, marque le début d'une union maritale. Les Roquérois se rendent aussi, à pied ou en char à banc, dans les "festins" voisins.

D'autres distractions ont un caractère plus épisodique. Le cinéma fait une première apparition au village peu après 1918, à l'hôtel Garnier. Il se fait plus fréquent au cours des années trente. A la fin de cette période, un ciné-club rural projette films parlants et muets dans de nombreuses communes du canton.

Certaines unités de chasseurs alpins séjournent quelques jours à Roquestéron et y apportent une grande animation : le soir, la fanfare du bataillon permet aux chasseurs de danser avec les jeunes filles du village.

Ces moments de loisirs sont nécessaires pour accepter une existence souvent jugée difficile. Le manque de disponibilité du temps est un des facteurs de l'exode rural.

## La formation de la pensée

Partie intégrante de la vie quotidienne, la formation de la pensée est réalisée par l'éducation, la religion et l'information.

En 1822, chaque village du canton possédait une école primaire. L'école communale de Roquestéron se trouve dans le bâtiment communal : au rez-de-chaussée, cour de récréation et classe de filles ; au second étage, au dessus de la mairie, se trouve la classe des garçons. Cette appellation reste théorique. En fait, la classe de filles accueille les plus jeunes. La classe de garçon fait office de cours élémentaire.

Au début de notre période, l'école est peu vue comme un facteur de réussite sociale. Les enfants issus de familles peu aisées ne peuvent accéder que difficilement à un niveau social supérieur. Lire, écrire, compter suffit alors pour reprendre l'atelier ou le champ des parents.

Les jeunes ne fréquentent pas assidûment l'école. Peu motivés par les parents, ils restent pour la plupart inattentifs et turbulents. De plus, ils doivent souvent s'absenter pour aider la famille, en particulier pour la garde du troupeau, la moisson ou la récolte des olives. En mars 1924, une caisse des écoles est créée, dont le but est de faciliter la fréquentation scolaire en offrant livres et livrets de Caisse d'Epargne aux élèves les plus déshérités et les plus méritants (21). Ceci n'est pas inutile, la gratuité de l'enseignement n'étant pas totale : certains élèves ne peuvent étudier correctement en raison de l'impossibilité matérielle des parents d'acquiescer un livre scolaire.

Depuis 1887, l'école s'incarne pour les élèves dans le couple Bonnéty.

Auguste Bonnéty, qui s'occupe du cours préparatoire, est un personnage haut en couleur. Il représente parfaitement, dans son apparence et son esprit, l'instituteur laïc de la Ille République. Attaché aux idées républicaines, il se déclare "libre penseur". Aussi a-t-il à coeur de railler monsieur le curé et de blasphémer fréquemment : le presbytère étant voisin de sa salle, il ponctue parfois une apostrophe d'un "couquin de Dioù" du plus bel effet. Brillant et sévère pédagogue, Bonnéty marqua les jeunes enfants de son empreinte. Consciencieuse et moins sévère, sa femme Césarine a un rôle plus effacé.

A leur suite en 1924 vont se succéder de plus en plus rapidement des instituteurs venus du littoral "faire leurs classes" dans l'arrière-pays.

L'éducation véritable, celle qui touche davantage l'enfant, se déroule dans la vie quotidienne. Le contact des parents permet l'apprentissage des techniques artisanales ou agricoles par exemple. L'écoute des adultes aux repas, aux veillées, est fondamentale (22).

L'enfant est un aide, l'adolescent est déjà apprenti ou agriculteur. Aussi ne peut-il que suivre l'activité des parents. Toutefois, cette situation évolue peu à peu au tournant des années vingt et trente. L'école peut devenir un facteur de promotion sociale. Les lycéens se font plus nombreux, de même que le nombre d'étudiants (un étudiant en 1929, cinq garçons et deux filles en 1936) (23). Cela joue pour les adultes aussi. Le conseil municipal souligne l'intérêt pédagogique des conférences et des séances de cinéma. Certains jeunes agriculteurs vont suivre des cours par correspondance, ce qui leur permet d'obtenir un emploi dans l'administration (Poste, Eaux et Forêts ...).

La paroisse de Roquestéron comprend deux communes : Roquestéron-Puget et Roquestéron-Grasse. Sa chapelle Sainte Pétronille n'étant plus utilisée qu'exceptionnellement, le lieu de culte paroissial est l'église Saint Arige. Achevée en 1754, de facture classique, elle fut décorée peu à peu (dons de l'impératrice en 1861, deux cadrans d'horloge en 1886).

La vie religieuse à Roquestéron se résume à un seul nom : Jean Fabron, né en 1862, nommé chanoine honoraire, il conservera sa fonction de 1900 à sa mort en 1947.

La pratique religieuse est, d'après les "anciens", beaucoup moins vivace qu'elle ne l'était au XIXe siècle. Néanmoins, elle reste encore présente. Tout le monde, mis à part Bonnéty, se déclare de confession catholique.

Si une dizaine de personnes sont présentes chaque matin à l'office, un grand nombre assiste

à la messe dominicale. Les fidèles sont en grande majorité des femmes. Les hommes préfèrent souvent demeurer sur la place. Quelques uns s'arrêtent même aux portes de l'église. Les fêtes religieuses constituent un temps fort. Saint Matthieu, patron du village, est honoré lors de la fête patronale. Une procession à lieu : quatre jeunes gens portent sa statue dans les rues, suivis par toute la population. La procession à la chapelle Sainte Pétronille réunit aussi toute la communauté.

La piété populaire se manifeste dans d'autres occasions. Les divers oratoires qui parsèment la commune sont régulièrement fleuris. La plupart des objets du culte ont été placés dans l'entre-deux-guerres. Plus discrètes, toutes les nombreuses inscriptions gravées sur les murs du porche datent de la première moitié de notre siècle. Souvent simples messages ("souvenirs du..."), elles ont parfois un caractère pieux ("...Jésus Maria..."). Fait notable, une grande part de ces inscriptions sont datées des guerres mondiales (1916,1941 et 1943...).

Certaines gravures ont par contre un caractère profane, voire irrévérencieux. Que dire de l'inscription "âne Fabron" ? Comme le note Giauffret (24), "on avait la religion que les convenances exigeaient. On respectait Monsieur le Curé, tout en "le moquant" discrètement". La piété toutefois reste grande, et un certain mouvement spirituel a lieu lors des conflits.

Les habitants s'intéressent peu à l'information, parce qu'elle n'est pas sa préoccupation première, mais aussi par obligation. Son accès suppose un investissement que l'on considère superflu.

Avant 1914, Le Petit Niçois et L'Eclaireur de Nice sont achetés en proportion égale par environ un dixième de la population, pour l'essentiel fonctionnaires et commerçants. Les agriculteurs n'en font jamais l'achat. Toutefois, le journal se passe de main en main au café, sur la place, à la veillée, où on le parcourt rapidement. Ainsi, un quotidien est lu par trois ou quatre familles, sur deux ou même sur trois jours.

Pour la grande majorité de la population, les grands événements intérieurs et extérieurs sont encore transmis de bouche à oreille, au gré de la discussion.

Cette situation évolue peu après la guerre. Si les achats de quotidiens et de postes de radio progressent quelque peu, c'est surtout à partir de la deuxième moitié des années trente que l'intérêt pour l'information s'accroît. D'une part le cinéma itinérant apporte parfois des actualités en images, d'autre part surtout les événements intérieurs et extérieurs poussent à l'achat de journaux et de postes à galène. Les premiers sont achetés plus couramment.

Durant le Front Populaire, les jeunesses communistes vendent jusqu'à une trentaine d'exemplaires du Cri du Travailleur. La montée de la guerre est suivie attentivement.

Dès l'enfance, le villageois subit donc diverses influences parfois antagonistes. L'école de l'instituteur laïc et le catéchisme se disputent la formation des enfants. Cette opposition école-Eglise se poursuit toute la vie, et dans tous ses aspects.

Néanmoins, le traditionalisme de la religion est battu en brèche par l'éruption du monde moderne et la pénétration de l'influence extérieure, concrétisées dans l'école communale et l'information. C'est principalement par cela que le villageois sortira de son isolement intellectuel.

## **Un village face à la guerre, 1939-1945**

La Seconde Guerre Mondiale fait l'objet d'un chapitre particulier en raison de l'importance des faits et des bouleversements de la vie quotidienne. En effet, depuis la Révolution, le village n'a vécu les guerres qu'indirectement. En 1939-1945, bien qu'il n'y ait aucun combat, le conflit est bel et bien présent.

La mobilisation partielle et plus encore la mobilisation générale suscitent une profonde émotion. Une trentaine de jeunes gens sont mobilisés. La plupart rejoignent leurs bataillons alpins

de forteresse, sur la frontière italienne. D'autres sont envoyés à la frontière allemande. Quelques camions et mulets sont réquisitionnés.

La première présence de la guerre se manifeste dans le stationnement d'une unité combattante. En octobre 1939, le village accueille quatre batteries du 96<sup>e</sup> R.A.M., dont le P.C. est à Saint-Martin du Var. Officiers et sous-officiers sont logés chez l'habitant. Les hommes de troupe couchent sur la paille des granges.

Dans les champs, au-dessus du village, sont disposés environ 150 mulets du train de combat, pièces d'artillerie et caissons. La municipalité, à la différence d'autres communes, supporte assez bien la présence des soldats. Les dépenses ne sont pas considérables, et les artilleurs sont acceptés par la population. Certains ont même gardé des liens, comme cet Alsacien qui correspond toujours avec sa famille d'accueil. La présence de ces troupes apporte une grande animation au village. Leur effectif représente presque la population municipale. De plus, des Roquérois du littoral écoutent les recommandations préfectorales et retrouvent leurs maisons familiales.

Les soldats passent ainsi tout l'hiver, en effectuant quelques exercices. Ils quittent la commune au moment de l'attaque allemande, en mai 1940.

L'annonce de l'entrée en guerre de l'Italie provoque la stupeur et la crainte. La plupart des transalpins de la commune manifestent leur attachement à la France. Deux affichaient des sentiments pro-mussoliniens depuis leur venue. Dès 1939, ils quittent précipitamment le village pour s'engager dans les troupes fascistes.

La fin des combats est accueillie avec soulagement. Si un seul mort est à déplorer, cinq villageois sont envoyés en camps de prisonniers.

Les premières restrictions dans l'alimentation ont lieu à la fin de 1939. Elles concernent la viande, le sucre, le café. Le pain se raréfie peu à peu : le conseil municipal constate le 21 juin 1940 la pénurie totale de levain. Après les gelées de l'hiver 1939, la récolte d'olives est pratiquement nulle.

Face aux difficultés qui s'annoncent, les agriculteurs redoublent d'activités et ensemencent à nouveau des terres délaissées. Dès 1940, des Roquérois ou leurs fils descendus sur le littoral retournent au village. Ils s'installent dans la maison familiale, commencent à défricher la terre de leurs parents.

Ce phénomène va s'amplifiant au cours de la guerre. Des habitants du littoral envoient leurs enfants chez un cousin, un oncle du village. A partir de 1942, d'autres personnes sans lien affectif ou familial viennent se réfugier à Roquestéron. Beaucoup sont des chasseurs ou des estivants qui connaissaient la commune avant la guerre. Ils louent appartements et maisons délaissées, et cultivent une parcelle de terrain.

En dehors des légumes, le rationnement se fait cruellement sentir, en particulier pour les produits laitiers, le sucre et la viande. Les animaux de basse-cour se font plus rares. La pratique du braconnage (les fusils étant mis en dépôt) est plus fréquente : elle permet de consommer jusqu'aux plus petits animaux, tel des écureuils. Habillement et outillage sont aussi plus difficiles à se procurer.

Plus que la culture de l'olivier, la principale économie d'exportation est la fabrication du charbon de bois, dont la consommation s'est accrue pour le chauffage et les véhicules à gazogène.

L'évolution de la guerre est évidemment la principale préoccupation. Avec l'interdiction des bals et des festins, les jeunes gens éprouvent le besoin d'échapper au quotidien. Aussi organisent-ils parfois des soirées dans les caves ou des bals improvisés sur la route, jusqu'à ce qu'ils se dispersent dans les collines à l'arrivée des gendarmes.

Le changement de régime se passe en douceur à Roquestéron. Le maire et son Conseil sont en effet maintenus. Le chef-lieu est une de ces municipalités de gauche (Gustave Lions a été élu en

1935 sous l'étiquette républicain-socialiste) qui n'a pas été dissoute sous le régime de Vichy.

Les relations avec les autorités restent épisodiques. L'essentiel de l'activité du conseil municipal concerne les affaires courantes. Le discours le plus engagé se situe en novembre 1940, en réponse aux circulaires préfectorales du 29 octobre et du 15 novembre sur les dénominations de rues. Le 16 novembre, la municipalité envoie à la préfecture un extrait de sa délibération. Il s'agit de débaptiser l'avenue Bischoffsheim, ancien député "de race juive et d'origine étrangère", et de la rebaptiser avenue Maréchal Pétain. Les termes employés sont sans équivoque. A la Libération d'ailleurs, on fera disparaître ce texte des registres du conseil municipal.

Le principal projet en accord avec le régime de Vichy concerne la création d'un terrain de sport scolaire. Le projet débute en 1941, lorsque le préfet veut promouvoir les exercices "qui fortifieront les corps et affirmeront les caractères" (25). Le maire Lions semble favorable à cette idée, "la commune de Roquestéron-Puget désirant participer effectivement au redressement national" (26).

Le terrain serait composé de terrains de jeux, mât pour le salut aux couleurs, etc.. Outre la "rénovation de notre jeunesse" (27) au corps harmonieux et au caractère bien trempé" (28), l'ouverture de ces chantiers représente un moyen de lutte contre le chômage.

Il semble que durant l'année 1942, Gustave Lions ait la volonté de ne pas concrétiser le projet. Finalement, plans et devis tombent dans l'oubli.

L'état d'esprit de la population suit l'opinion générale. Jusqu'en 1941-1942, l'essentiel de la population se veut maréchaliste. Plus que les craintes contre l'irrédentisme qui pourrait ramener la frontière sur l'Estéron, c'est le discours sur la terre qui favorise le rapprochement avec la Révolution Nationale.

A la fin de 1940, la quasi-totalité des anciens combattants se regroupent dans la L.F.C. (sous secteur Estéron). Seulement trois se déclarent hostiles au régime de Vichy. Le mouvement est totalement délaissé en 1942. La population peu à peu soutient l'action des jeunes résistants du village. La municipalité, à l'image de son maire, a fait preuve d'opportunisme plus que de vichysme.

Le village n'a pas connu de véritable "occupation". Il en subit néanmoins les contrecoups, d'une part par l'accueil de réfugiés, d'autre part par le passage des "troupes d'opérations".

Dès la fin de 1940, Roquestéron accueille des familles provenant des zones occupées. A partir de 1943, arrivent des jeunes enfants venant des zones évacuées. A côté de ces réfugiés "officiels", des hôtes plus discrets sont venus au chef-lieu à partir de septembre 1943, des familles israélites viennent se cacher sur la commune. Quelques unes demeurent sur la place Carnot jusqu'au jour où les gendarmes menacent d'en aviser les autorités. Tous les juifs se réfugient alors dans des bastides abandonnées. Certains habitants leur apportent les repas. Tous au village connaissent leur présence, bien que beaucoup ignorent leur nombre véritable.

L'occupant est venu rarement sur la commune. En novembre 1942, une unité de Bersagliers traverse le Var, remonte l'Estéron jusqu'aux Basses-Alpes. La colonne motorisée stoppe au chef-lieu. Après un premier moment de crainte, les habitants affichent leur réprobation et leur indifférence envers les soldats transalpins. Ceux-ci, peu disciplinés, dépourvus de ravitaillement, commencent à piller les jardins. Devant les plaintes de ses administrés, Gustave Lions parlemente et obtient... 15 francs de l'officier supérieur. Après une nuit passée au village, la colonne se remet en route vers Puget-Théniers.

Des soldats italiens repassent dans un autre état d'esprit en septembre 1943. Fuyant l'avancée des troupes allemandes, ils demandent des guides pour rejoindre la frontière. Certains habitants les accompagneront jusqu'à Beuil ou Saint-Etienne de Tinée.

La plupart des villageois voient pour la première fois un soldat allemand durant l'hiver 1943.

Il s'agit en l'occurrence d'un général, venu chasser sur la commune en compagnie de son officier d'ordonnance et de quelques galantes. Il passera la nuit à l'hôtel Garnier et offrira aux habitants son sanglier abattu, en promettant de revenir.

Les soldats du Reich revinrent, avec des intentions moins pacifiques. Au début de janvier 1944, la société Général Motors demande à la municipalité la location de l'ancienne halle de tramway, en vue d'y disposer huit automobiles de luxe (29). Dans la matinée du 1er août, une colonne de cinq camions se dirige vers le village. A leurs bords se trouve une section de soldats allemands "sous le commandement de deux officiers accompagnés de civils armés de mitrailleurs (sic), mitraillettes et fusils-mitrailleurs" (30).

La panique gagne rapidement le village. La présence de réfugiés juifs, de réfractaires et de résistants peut faire craindre le pire. Les jeunes gens et les hommes s'enfuient précipitamment dans les bois. Les officiers vont trouver Gustave Lions à son appartement et lui demandent où se trouvent les automobiles remisées. Quels sont les "divers petits incidents puérils et inconsistants" dont il parle le lendemain (31) ? Les automobiles avaient été posées sur des cales, les roues étant dissimulées dans la fosse souterraine du local. Ne les trouvant pas, les soldats s'irritent, prennent à parti le maire et menacent de le fusiller. Militaires et civils cernent le village et patrouillent à la recherche des hommes valides. Deux sont alignés contre le mur de l'hôtel Garnier. Apercevant un jeune homme sur le canal de l'usine électrique, de l'autre côté de l'Estéron, les Allemands font feu dans sa direction. Les rafales des armes automatiques provoquent l'effroi, mais n'atteignent personne.

Ayant retrouvé leurs pneumatiques, les automobiles sont accrochées aux camions et le convoi repart vers Nice. Aucun homme n'est amené par les soldats et les "civils" (des policiers auxiliaires français ? des hommes de la Gestapo ?) Leur armement témoigne de la volonté de rechercher réfractaires ou francs-tireurs autant que la crainte de s'aventurer dans une zone hostile.

L'absence de troupes d'occupation a permis l'essor des mouvements de Résistance. Dès le printemps 1943, le village compte des réfractaires au S.T.O. : un seul jeune homme part travailler en Allemagne. Les débuts réels de la Résistance se situent dans la seconde moitié de 1943. Un homme vient quelquefois du littoral à bicyclette, ses sacoches devant lui permettre de prendre du ravitaillement. Elles contiennent en réalité des tracts, et l'homme n'est autre que Jacques Cotta. Il prend ainsi contact avec quelques jeunes de la région. Le premier contacté au chef-lieu est Félix Augier ; lui-même rassemble des jeunes du village. L'institutrice de Cuébris en rallie d'autres aux F.T.P.

Au début de 1944, trois groupes sont constitués. Le plus important comprend une trentaine d'hommes du village. Il s'agit du groupe F.T.P. dirigé par le commandant Masselot et le capitaine Rebattet, alias Guy . Félix Augier alias Castel rallie une dizaine de jeunes au mouvement Combat. Le commandant Ernest Tesseire, évadé de son oflag, prend la direction des F.F.I. Souvent, les hommes ne rallient pas le mouvement de leur choix. Il s'agit plutôt d'une "affaire de famille" : on rejoint le groupe d'un ami, d'un parent (32). Tout le monde, mis à part les gendarmes, connaît l'appartenance des hommes aux divers groupes.

Des conférences secrètes sont organisées. La première a lieu dans la maison d'Edouard Alziary, à la sortie du village. Des fausses cartes d'identité sont distribuées, des contacts sont pris avec les maquis des environs (Aiglun, Carros...). Quelques stens sont distribuées aux hommes de Combat. Les F.T.P., manquant d'armes, doivent les prendre aux gaullistes. Le S.O.E. (33) homologuera un terrain de parachutage ("ring") entre les communes de Roquestéron, de Roquestéron-Grasse et de Conségudes, mais il ne sera pas utilisé.

Au printemps de 1944, les F.T.P. de Cuébris et ceux de Roquestéron créent un maquis sur la commune de Cuébris, derrière le Mont Long au lieu-dit la Morge. A cette dizaine de résistants se joignent les éléments de la 1ère compagnie F.T.P., des hommes de Nice et de Gattières. Ainsi se regroupent environ 80 francs-tireurs, formant l'essentiel de la 9ème compagnie F.T.P.. Victor Lions, fils du maire, quitte son poste de médecin cantonal pour rejoindre la 9ème F.T.P., au camp de la Morge. Certains F.T.P. demeurent à Roquestéron, rejoignant le maquis pour des missions ou l'installation de camps secondaires. Ils sont en rapports constants avec les autres maquis et disposent d'une traction-avant. Les relations avec les autres mouvements sont parfois tendues, au sujet de l'armement, du ravitaillement et des prisonniers. Les francs-tireurs prennent aux gaullistes les collaborateurs qu'ils détiennent. Deux espions sont abattus à Cuébris, un squelette sera retrouvé après la guerre à la Morge.

L'essentiel du ravitaillement se fait sur l'habitant. En juillet, l'épicier Alziary délivre 500 litres d'essence aux F.T.P., en échange d'un bon. Le 10 août, ils arrêtent à Sigale un camion chargé de 98 porcs. Un grand nombre est distribué à la population. Le reste sera vendu pour acheter un boeuf et un veau. D'autres actions ont lieu dans le canton : réquisitions, attentat à Revest-les - Roches, un sous-officier allemand est abattu à Gilette le 23 juin... En juillet, Roger Alzias de Roquestéron est arrêté à Gattières et déporté (34).

A partir du 6 juin et surtout au début du mois d'août, les résistants se préparent aux combats décisifs.

A l'annonce du débarquement du 15 août, les F.F.I. rejoignent Puget-Thénières, dont la garnison allemande capitule le lendemain. Le commandant Teisseire prendra le commandement de la place. Le 15 août également, les Roquérois entendent une sourde déflagration : le pont de France disparaît dans un nuage de poussière. Le maire de Roquestéron-Grasse ayant cru bon d'alerter les autorités est enlevé par les F.T.P. et gardé en surveillance à Sallagriffon. Deux autres ponts sont sabotés à Pierrefeu et à Aiglun.

La polémique sur la destruction du pont n'est pas éteinte. Pour tous les habitants, ce sabotage était inutile, et il le fut effectivement. Certains hommes de Masselot auraient préféré miner les arbres ou la route allant vers Conségudes, pour un résultat équivalent. De plus, il était peu probable que la ligne de retraite de la Wehrmacht passe par l'Estéron jusqu'à Puget-Thénières. Pour certains, le stock d'explosifs aurait quelque peu grisé le commandant Masselot, qui aurait voulu "tout faire sauter".

Le groupe Combat se dirige vers Carros. Le 17 août au matin, la 9ème F.T.P. quitte la Morge et descend au chef-lieu. Elle est accueillie avec enthousiasme par la population, tandis que les gendarmes se rallient. Les hommes de Masselot convoquent le conseil municipal qui proclame la libération du village. Ainsi, le maire et les conseillers, dont certains sont résistants, se voient confirmés dans leurs fonctions.

Au même moment, un détachement de reconnaissance américain arrive de Conségudes et passe l'Estéron. Les G.I.'s demeurent quelques jours au village.

Au mois de septembre, les résistants du village décident de créer un comité local de libération, sous l'inspiration de Victor Robert Lions. Le matin du 17 septembre, Félix Augier, Elie Fredy (Combat) et Albert Giausserand (F.T.P.) se rendent chez Gustave Lions pour le prier de quitter ses fonctions. L'après-midi, le C.L.L. est formé, sous la présidence de Victor Lions. Trois membres sont issus du conseil municipal de 1935. Quatre sont résistants. Il compte aussi un prisonnier de guerre en Allemagne.

Le préfet refuse de dissoudre l'ancien conseil avant la création d'une délégation spéciale. Le 30 septembre, celle-ci est constituée par le comité de libération. La présidence est refusée par Victor Lions, ainsi que par son père. Finalement, puisque la préfecture n'a pas accepté la démission

du maire, "le conseil municipal [...] déclare continuer pour le bien et l'intérêt de la commune l'oeuvre de la municipalité issue de l'élection municipale du 5 mai 1953" (35).

Le conseil élu le 29 avril 1945 est plus à gauche que celui de 1935. Son maire, Victor Robert Lions, est membre du Parti communiste. Il y a donc une volonté de changement politique et une évolution des mentalités vers la gauche. Plus qu'en 1936, c'est en 1945 que le P.C. est reconnu et touche la conscience des habitants. Sa présence dans la Résistance a été décisive.

La vallée de l'Estéron n'a pas été un théâtre d'opération important dans les Alpes-Maritimes. Sa situation l'explique en partie : la vallée n'est pas un axe majeur de communication. Elle n'a permis que quelques passages, pour la plupart sur la ligne Grasse-Puget-Théniers. Son relief, sa localisation de sites habités, la faiblesse de sa population ont empêché l'implantation de grands maquis. (36)

Sans doute certains habitants ont-ils réalisé quelques profits. Plus que les olives, c'est la vente de bois et de charbon qui les a permis. Le nombre de résidents, auxquels s'ajoutent réfugiés, évacués et maquisards, a empêché une réelle culture spéculative.

C'est avec la Seconde Guerre Mondiale que le village finit son ouverture à l'extérieur ; un mouvement qui débuta à la fin du siècle précédent. En effet, pour la première fois, les ruraux "se trouvèrent intimement liés à des événements survenant loin du village" (37).

Les villageois tentent de conserver leurs existences traditionnelles. Pourtant, les changements sont perceptibles et ont pour une grande part été déclenchés par la guerre de 1914-1918.

L'accélération de l'exode rural amène une situation critique dans l'entre-deux-guerres. Le canton de Roquestéron est un de ceux qui subira le plus cette crise démographique. G. Imbert note avec raison "un bilan humain dramatique" entraînant "l'agonie de cette région" (38), et porte sur le canton peut-être son jugement le plus dur. Le chef-lieu se démarque quelque peu. Sa reprise relative au cours des années trente donne un bilan moins négatif que ceux des autres villages. Entre 1911 et 1936, Roquestéron ne perd que 20% de ses effectifs, contre 36% pour Sigale et Pierrefeu. Plus encore, entre 1921 et 1936, Sigale perd 28% de ses effectifs et Pierrefeu 23% tandis que le chef-lieu en gagne 3%.

Si durant la Seconde Guerre Mondiale il abrite une population jamais atteinte auparavant, le déclin va s'accroître après 1945.

## NOTES

- 1) Celui-ci a perdu 14,5 % de sa population, chiffre analogue à celui de l'arrondissement
- 2) Le taux d'évolution entre 1911 et 1931 est inférieur à celui du canton : 0,68 contre 0,74 ; les plus négatifs étant ceux de Tourette-du-Château (0,47) et de Sigale (0,57). Roquestéron-Grasse dans le même temps perd 33 % de ses effectifs.
- 3) Densité : 50 habitants au kilomètre carré
- 4) La population a sans doute plus que doublé. Certains avancent le chiffre d'un millier d'habitants.
- 5) La langue n'a pas été une barrière, "Gavòuts" et Piémontais se comprenant aisément
- 6) Descendante des Alziary de Mallaussène, née Forgerot, elle fut mariée à Rochefort, acteur de théâtre et de cinéma.
- 7) Dans le même temps, il y eut 247 naissances entre 1882 et 1913.
- 8) En 1919 et 1920 ont lieu 12 mariages, soit autant que dans la décennie qui suit.
- 9) Taux brut de mortalité en 1931: 21,9 pour mille. En 1936 :15,3 pour mille.
- 10) Délibération du conseil municipal, 4 juillet 1919, Archives communales.
- 11) Ceci, entre autre, participe-t-il à cette volonté d1 "étoffer" quelque peu la glorieuse liste ?
- 12) L'habitat est bien moins serré que les autres villages de la vallée, n'étant pas bâti sur une crête.
- 13) Là encore, l'histoire du village explique cela : constructions des notables de Roquestéron-Grasse, large terrain constructible...
- 14) Il est possible de définir un troisième type de bâtiment : la grange, appelée finière, qui s'apparente à la maison paysanne, sans les locaux habitables.
- 15) Cette localisation des bâtiments remonte à la création du village. Elle est aisée à comprendre (raisons de commodité, de convenance, de rang social...).
- 16) Délibération du conseil municipal, 24 janvier 1914.
- 17) Délibération du conseil municipal, 19 mai 1912.
- 18) Délibération du conseil municipal, 14 juin 1921.
- 19) Raoul Blanchard, Op. Cit., p. 658.
- 20) Les habitants des villages voisins doivent de plus venir chercher le médecin le plus souvent à pied ou à dos de mulet.
- 21) Délibération du conseil municipal, 25 avril 1929.

22) Rappelons que dès l'enfance, le villageois apprend et n'utilise que le parler montagnard, le gavot de la vallée de l'Estéron (pratiquement chaque village possède quelques particularités dans le vocabulaire).

23) Proportionnellement, le nombre d'instituteurs issus de l'école communale sera élevé. Le plus connu est Baptistin Giauffret (né en 1896 à Roquestéron, mort en 1983, instituteur et romancier, militant syndicaliste et pacifiste). Clovis Moulin sera professeur d'université.

24) GIAUFFRET (Bernard), Roquestéron : entre France et Savoie, Nice, Serre, 1984, p. 156.

25) Communication du préfet Ribière aux maires, 28 mars 1941, A.C.

26) Lettre de G. Lions au Secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, 17 septembre 1941, A.C.

27) Communication du commissaire général à l'éducation générale et aux sports (J. Borotra) aux préfets, 18 juillet 1941, A.C.

28) Lettre du préfet au conseiller d'Etat, 20 décembre 1940, A.C.

29) Officiellement pour les mettre à l'abri d'éventuels bombardements. Il s'agit en fait d'automobiles appartenant à de riches clients craignant les réquisitions et à des israélites déportés.

30) Lettre du maire au préfet, 2 août 1944, A.C.

31) Lettre du maire au préfet, 2 août 1944, A.C.

32) Et il y a peu de place pour la discussion. Certains jeunes communistes font ainsi partie de Combat.

33) Spécial Opération Executive.

34) Peut-être a-t-il fait partie des 35 otages arrêtés avec Torrin et Grassi et envoyés auprès de l'organisation Todt. Il retrouvera sa famille après la Libération. Il n'y aura pas d'autre "déporté" à Roquestéron (bien que le requis du S.T.O. soit mentionné sous cette appellation), contrairement à ce qu'annonce l'affiche sur la Résistance du Musée de la Résistance Azurée, qui signale un déporté non rentré.

35) Délibération du conseil municipal, 12 novembre 1944.

36) Néanmoins ses petits maquis, en particulier le camp de la Morge, sont totalement ignorés.

37) WRIGHT G., La révolution rurale en France, Paris, éd. de l'Epi, 1967, p.53.

38) IMBERT G., A la découverte d'une population, Aix-en-Provence, C.R.D.P., 1955, 198 p.